

Le baromètre présente une vision synthétique régulière des tendances du marché de l'emploi sur la métropole nantaise.

## MARCHE DU TRAVAIL

### Publics et territoire

Situation de l'emploi au 30 Juin 2014

(Source : Pôle Emploi Pays de la Loire, données brutes)

Le marché du travail désigne l'opération de rencontre entre les offres et les demandes d'emploi sur un territoire défini.

DEFM : Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois. Catégorie A : personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, sans aucune activité réduite ; Catégorie B : avec une activité réduite de courte durée (78 heures ou moins) ; Catégorie C : avec une activité réduite moyenne ou de longue durée (plus de 78 heures)

	Jun. 2014	Poids	Evolution Annuelle Jun. 2013 – Jun. 2014
DEFM (Cat A) France Métropolitaine	3 196 165	-	4.3%
DEFM (Cat A) Pays de Loire	153 844	-	4.3%
<b>DEFM (cat. A) Métropole nantaise</b>	<b>31 449</b>	<b>59.25% ABC</b>	<b>8.0%</b>
dont moins de 25 ans	4 736	15.1% A	0.3%
dont 50 ans et plus	5 880	18.7% A	14%
dont Femmes	14 942	47.5% A	7.5%
dont DELD	10 965	34.9% A	23%
Dont Bénéficiaires du RMI-RSA	8 507	27.1% A	2.1%
Dont Publics ZUS	4 481	14.25%	+3.3%
DEFM (cat.B)	8 071	15.21% ABC	8.8%
DEFM (cat.C)	13 557	13.1% ABC	13.1%
DEFM (cat.A+B+C)	53 077	-	9.4%

#### Evolution annuelle en effectifs entre les mois de juin 2013 et juin 2014 :

Nous observons une hausse de 2 324 de la DEFM de catégorie A (DEFM A). Pour rappel, la hausse atteignait +2 254 en mars. Selon des publics ciblés parmi la DEFM A :

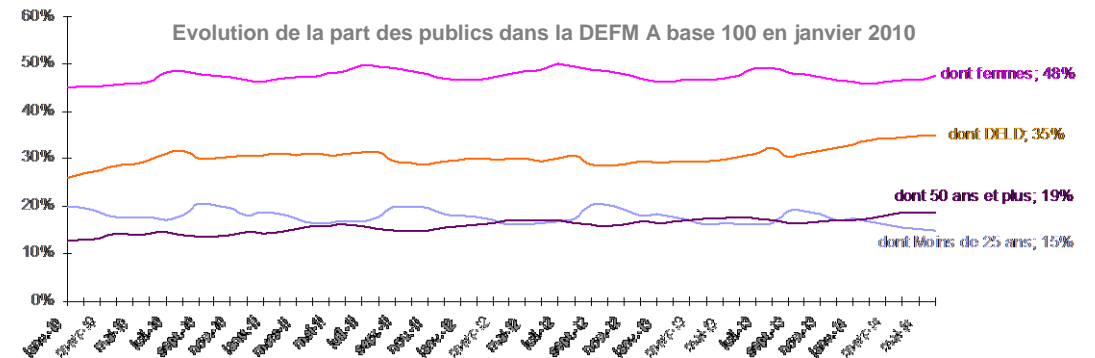
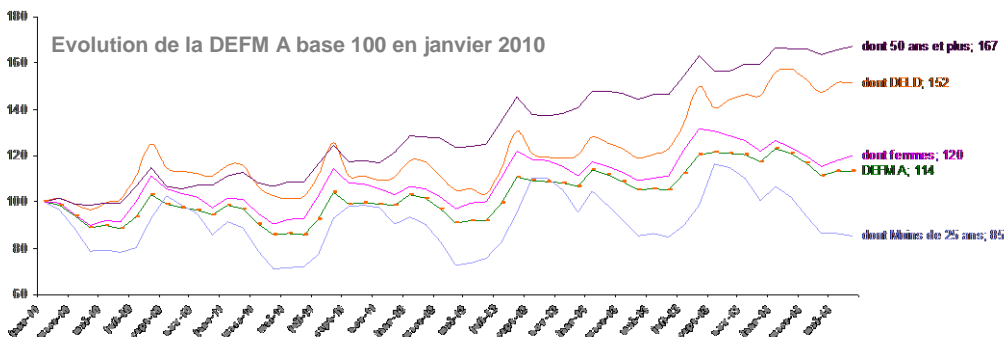
- + 2 047 DEFM A DELD (rappel : + 2 166 en mars) ; leur part augmente de 3.9 points.
- + 1 048 DEFM A femmes (rappel : + 860 en mars) ; leur part baisse de 1.1 points.
- + 724 DEFM A de 50 ans et plus (rappel : + 687 en mars) ; leur part baisse de 0.7 points.
- + 12 DEFM A de moins de 25 ans (rappel : + 91 en mars) ; leur part baisse de 2.2 points.

**Tous ces publics ciblés sont en augmentation entre juin 2013 et juin 2014. La plus forte hausse en effectifs concerne à nouveau les DELD, dont la part est en très nette augmentation. Nouvelle amélioration pour les jeunes de moins de 25 ans.**

#### Evolution annuelle en pourcentages entre les mois de juin 2013 et juin 2014:

A juin 2014 : 33<sup>ème</sup> mois d'augmentation annuelle de la DEFM A sur Nantes Métropole (+8%) mais moins forte qu'en mars (+11.8%).

- ✓ L'évolution annuelle de la DEFM A sur l'agglomération nantaise est moins favorable que pour la France Métropolitaine (+4.3%), la Région (+4.3%) et le département (+6.5%).
- ✓ Parmi les publics ciblés : Seuls les DELD affichent une hausse plus forte en juin qu'en mars (+12.8 points). A contrario, très forte baisse de l'évolution pour les jeunes (-1.1 points)

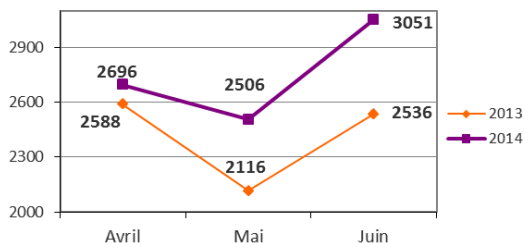


### Publics et territoire au 30 Juin 2014

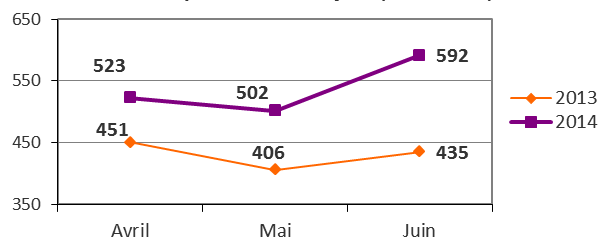
#### Publics accueillis par la Maison de l'emploi dans les cyber-bases emploi

Source : Maison de l'emploi

Nombre de visites - Avril à juin (2013/2014)



Nombre d'inscriptions - Avril à juin (2013/2014)

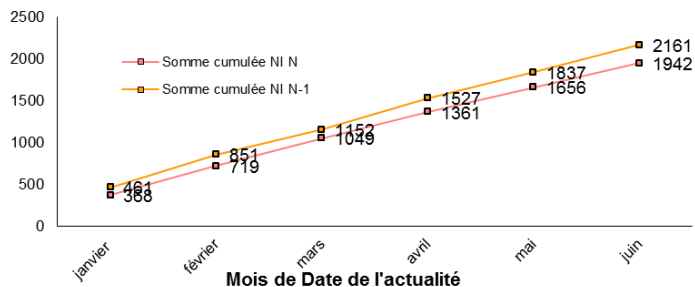


Sites	Usagers	Visites cumulées
Bellevue	783	1086
Dervallières	710	1078
Malakoff	630	951
Est	544	779
Nord	889	1549
Rezé	360	549
Sillon	563	965
Centre	627	1296
<b>Total</b>	<b>5106</b>	<b>8253</b>

**Commentaires :** La tendance du 1er trimestre se confirme au 2ème trimestre. On note, en effet, une augmentation de + 14% des visites et +25% des nouveaux inscrits entre 2013 et 2014.

### Jeunes accueillis par la Mission Locale au 30 Juin 2014

Source : Mission Locale



☺ Suivis : Nombre de jeunes ayant eu au moins une activité sur la période (de type entretien individuel, ateliers, informations collectives)

	Femmes	Hommes	Total	Evol2 014//2 013
Nombre de jeunes Nouveaux inscrits	894	1048	1942	-10%
* dont niveau V et infra	443	648	1091	-7%
Suivis	2987	3356	6343	3%
* dont niveau V et infra	1828	2441	4269	5%

**Commentaires :** Le premier trimestre 2014 présente un écart d'activité de nouveaux inscrits de -10% par rapport au 1er semestre 2013. Néanmoins, le suivi des jeunes est de +3% en 2014. L'activité concerne davantage l'accompagnement que l'inscription. Pour rappel, le 1er semestre 2013 avait été un trimestre d'activité importante et exceptionnelle. Les résultats de 2014, sont pour l'instant dans la tendance du 1er semestre des années 2012 et 2011.

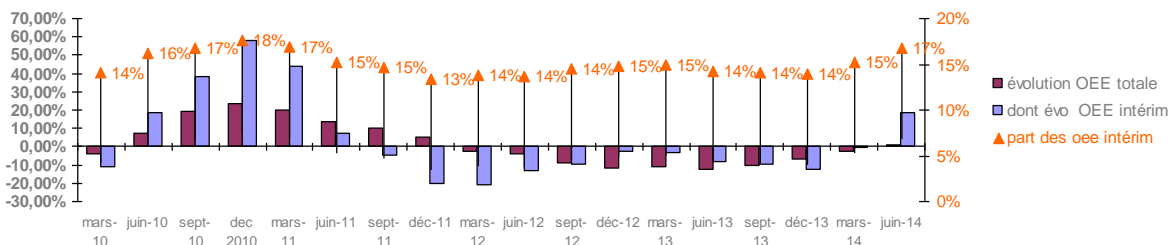
## EMPLOIS et territoire

### Offres d'emploi Pôle emploi au 30 Juin 2014

	Cumul Juillet 2013 à Juin 2014	Poids	Evolution cumulée annuelle Juillet 2013 à Juin 2014
<b>OEE – Offres d'Emploi Enregistrées</b>	<b>41 117</b>	-	<b>+1.1%</b>
- dont industrie	1 329	3.2%	-29.7%
- dont BTP	652	1.6%	-26.5%
- dont Tertiaire	37 951	92.3%	3.7%
- dont durables	21 684	52.7%	3.4%
- dont temporaires	12 899	31.4%	1.2%
- dont occasionnelles	6 534	15.9%	-5.8%
- dont OEE intérim	6873	16.7%	18.3%

Source : Pôle emploi

évolution des OEE cumulées en année glissante dont OEE intérim



**Emploi durable** tel que défini par Pôle Emploi : Offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi, correspondant à des contrats d'une durée supérieure à 6 mois (CDI, CDD).  
**Emploi temporaire** : Offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi, correspondant à des contrats d'une durée comprise entre 1 et 6 mois (CDD, missions).  
**Emploi occasionnel** : Offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi, correspondant à des contrats d'une durée inférieure à un mois (CDD, missions contrats saisonniers).

#### Commentaires :

- ✓ Pôle emploi a collecté 41 177 offres entre juillet 2013 et juin 2014.
- ✓ Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi ont diminué de 1.1 % en un an alors que la demande d'emploi (cat A) augmente dans le même temps de 8 %.
- ✓ Le secteur de l'industrie enregistre la plus forte baisse (près de 29.7 % entre juillet 2013 et Juin 2014)
- ✓ Les offres d'emploi de type contrats durables représentent toujours la plus importante part des offres (plus d'une offre sur deux). Viennent ensuite les offres temporaires (une offre sur trois). Mais sur une année glissante, ces dernières sont celles qui enregistrent la plus forte diminution (-7.8%).
- ✓ Le nombre d'offres intérimaires cumulées entre juillet 2013 et juin 2014 s'établit à 6878. Sur un an, les offres d'emploi intérimaires ont augmenté de 18.3%.

## Défaillances d'entreprises Tribunal de commerce de Nantes

### Procédures collectives cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier

Données au 30 Juin 2012, 2013 et 2014.

	Du 1 <sup>er</sup> janvier 2012 au 30 Juin 2012	Du 1 <sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2013	Du 1 <sup>er</sup> janvier 2014 au 30 Juin 2014	Evolution 2011/2012	Evolution 2012/2013	Evolution 2013/2014
Procédures collectives cumulées depuis le 1 <sup>er</sup> janvier	318	425	<b>389</b>	-1.67%	+33.6%	<b>-8.5%</b>

Ces procédures permettent d'affronter les menaces de disparition de l'entreprise ou organisent sa liquidation lorsque celle-ci est devenue inévitable. Sorte de redressement anticipé, la procédure de sauvegarde permet de résoudre les difficultés de l'entreprise dans un cadre judiciaire si l'entreprise n'est pas encore en état de cessation des paiements. Dans le cas contraire, l'entreprise devra déclarer sa cessation de paiement en vue de bénéficier d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Ces procédures peuvent également être ouvertes sur l'assignation d'un créancier qui saisira le Tribunal ou bien sur saisine d'office de ce dernier.

Le nombre Total d'ouvertures de procédures collectives comprend:

- Le nombre de jugements d'ouvertures de sauvegarde
- Le nombre de jugements d'ouvertures de redressements judiciaires
- Le nombre de jugements d'ouvertures de liquidations judiciaires
- Le nombre de jugements d'ouvertures sur résolutions de plan

code NAF	Libellé NAF	Entreprises JUN	Salariés JUN	CUMUL entreprises depuis le 1 <sup>er</sup> janvier	CUMUL salariés depuis le 1 <sup>er</sup> janvier
	sans activité	0	0	0	0
01	agriculture	1	0	2	0
05 à 39	industrie	3	5	26	79
41 à 43	construction	15	32	104	311
45 à 47	commerce	12	5	76	100
49 à 53	transports	2	1	8	2
55 à 56	hébergement/restauration	8	23	47	101
58 à 96 fin	autres NAF	16	36	126	476
	<b>TOTAL</b>	<b>57</b>	<b>102</b>	<b>389</b>	<b>1 069</b>

#### Commentaires :

**En juin 2014**, le nombre de procédures collectives (57) est moins fort qu'en juin 2013 (69) ainsi que le nombre de salariés concernés (102 contre 151 en juin 2013).

**En cumulé depuis le 1<sup>er</sup> janvier**, le nombre de procédures collectives (389) est nettement inférieur à celui de juin 2013 (425).

En janvier 2013, une procédure collective avait concerné un nombre important de salariés (près de 1400). Pour cette raison, le nombre cumulé de salariés à juin 2014 (1069) est nettement inférieur à celui de juin 2013 (2719). Cependant, sans compter ces 1400 salariés de janvier 2013, l'écart entre juin 2013 et juin 2014 reste important (250 salariés).

Le secteur de la construction reste très impacté par les procédures. Le nombre cumulé de procédures est moins fort à juin 2014 (104) qu'à juin 2013 (112) mais le nombre cumulé de salariés (311) est plus fort qu'à juin 2013 (278).

Dans le secteur de l'hébergement/restauration, le nombre cumulé de procédures à juin 2014 (47) est nettement supérieur à celui de juin 2013 (26) ainsi sur le nombre cumulé de salariés (110 contre 56 à juin 2013).

Dans le secteur du commerce, les données à juin 2014 (76 procédures, 100 salariés) sont plus favorables qu'à juin 2013 (89 procédures, 185 salariés).

Dans le secteur de l'industrie le nombre cumulé de procédures à juin 2014 est égal à celui de 2013 mais le nombre cumulé de salariés (79) est nettement moins fort qu'à juin 2013 (278).

## ACTUALITES ECONOMIQUES

### Tendances nationales de l'emploi

#### **Retraite : départs massifs jusqu'en 2020 (Ouest France 09/07/2014)**

Selon une étude de l'INSEE, publiée hier, 31% des actifs en emploi en 2009 vont quitter le marché du travail dans les six ans (...) soit près de 8 millions de départs entre 2010 et 2020. Il s'agit de départ à la retraite mais aussi de chômeurs dispensés de recherche d'emploi et de séniors qui cessent définitivement le travail pour raison de santé. Les départs ne se traduiront pas automatiquement par des postes à pourvoir. Le Limousin et l'Auvergne devraient être les régions les plus touchées, avec un taux de retraits de 34 % des actifs en emploi en 2009 (...) ce taux est de 29.7% en Pays de la Loire.

#### **L'inquiétante panne de l'économie française (Echos 11/08/2014)**

Tous les grands secteurs de l'industrie ont connu un recul de leur production. Et le bâtiment continue à plonger. Les mises en chantiers se retrouvent à leur plus bas niveau depuis quinze ans et cette chute représentera un manque à gagner de 0,4 point de PIB cette année. « La construction est le secteur qui pèse le plus sur l'activité en France aujourd'hui », confirment les économistes d'Exane-BNP Paribas (...)

#### **Presque toutes les régions ont perdu des emplois en 2013 (les Echos 31/07/2014)**

Seuls Midi-Pyrénées et la Corse ont vu leurs effectifs salariés progresser en 2013. Les régions industrielles sont les plus pénalisées. On savait que la France avait recommencé à détruire des postes dans le privé en 2013 : 99.600 précisément. Une étude publiée ce jeudi par l'Acoess (la banque de la Sécurité sociale) montre que ce mouvement n'a épargné quasiment aucune région. En 2012, année marquée par une stabilité des effectifs salariés du secteur concurrentiel, pas moins de 7 régions s'étaient affichées en hausse : Pays de la Loire, Paca, Ile-de-France, Rhône-Alpes, Aquitaine, Midi-Pyrénées et Corse. L'année suivante, seules les deux dernières ont résisté. Toutes les autres régions métropolitaines ont vu l'emploi privé baisser, dont 10 de plus de 1%. La moitié nord de la France a été particulièrement touchée, sauf les Pays de la Loire, dont la baisse est plus légère, et la région francilienne, en quasi-stagnation. Dans le Sud, les baisses ont été plus mesurées, hormis dans le Limousin, plus touché (...)

#### **Il faut réorienter l'apprentissage en faveur des plus fragiles (Echos 18/09/2014)**

L'expansion de l'apprentissage en France a essentiellement bénéficié aux jeunes déjà diplômés, notamment ceux du supérieur. En Allemagne, en Australie, en Autriche ou en Suisse, l'apprentissage joue un rôle clef pour insérer les jeunes peu ou pas diplômés dans l'emploi.

Ce n'est malheureusement pas le cas en France, où, pourtant, les effectifs d'apprentis ont crû de 211.000 en 1992 à 405.000 en 2013.

De fait, l'expansion de l'apprentissage en France a essentiellement bénéficié aux jeunes déjà diplômés, notamment ceux du supérieur, dont la part dans les entrées en apprentissage est passée de 1% du total en 1992 à 14% en 2010. Durant cette période, la proportion des apprentis sans diplôme préalable a chuté de 60% à seulement 35%. Or, ce sont justement ces jeunes pour lesquels le dispositif de l'apprentissage est le plus utile en terme d'insertion professionnelle. En laissant ces jeunes de côté, l'apprentissage ne joue pas le rôle d'insertion et de correction des inégalités sociales que l'on peut en attendre. Comment en est-on arrivé là ? Le premier élément de diagnostic est l'incroyable complexité du circuit de l'apprentissage en France(...) En l'absence de pilote, leurs actions ne sont pas suffisamment coordonnées et l'efficacité de l'allocation des ressources ne peut être garantie(...) En outre, une part importante de la taxe d'apprentissage ne finance pas l'apprentissage ! Ces fuites ont pour noms coûts de gestion excessifs et « hors quota ». Sur ce dernier point, le Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie a souligné que 38% de la taxe d'apprentissage étaient affectés à l'enseignement professionnel et technologique hors apprentissage en 2010. Ceci résulte en grande partie du « hors quota » qui donne aux entreprises la liberté d'affecter la taxe

d'apprentissage à l'établissement de formation de leur choix.

Au-delà de ce problème de financement, il existe d'importants obstacles non financiers au développement de l'apprentissage pour les bas niveaux de qualification. La complexité du système rend difficile, pour les entreprises et les branches professionnelles, la création de formations en apprentissage adaptées à leurs besoins. Le processus actuel de validation des formations, administratif, devrait donner plus de place aux attentes du monde professionnel et être plus réactif (...) Pour améliorer le fonctionnement de l'apprentissage, il ne s'agit pas d'accroître les moyens sans discernement, mais de réallouer les ressources vers les publics les plus fragiles. Ceci implique de modifier en profondeur le circuit de financement, mais aussi la gouvernance du système afin de faire émerger les formations les plus utiles aux entreprises et les plus prometteuses pour les jeunes peu ou pas diplômés.

L'activité économique consiste en la production, la distribution, l'échange et la consommation de biens et services.

### Tendances régionales : Secteurs - Investissements

#### Soutenir l'économie et l'emploi (Presse Océan 08/07/2014)

La région des Pays de la Loire alloue 52 millions d'euros à l'investissement, au soutien à l'économie et à l'emploi. **Economie** : La région des Pays de la Loire s'est portée caution pour le chantier naval STX de Saint-Nazaire à hauteur de 500 000 euros concernant son projet de construction d'une première usine de 18 millions d'euros dédiée aux énergies marines renouvelables (...) par ailleurs, le dispositif Prim'export destiné à conforter la présence commerciale des entreprises régionales sur les marchés étrangers via leur participation à des salons connaît un réel succès avec 1091 aides attribuées à 729 entreprises pour un montant total de 4.13 millions d'euros entre janvier 2013 et avril 2014. **Emploi** : De nouvelles subventions à plusieurs organismes paritaires collecteurs agréés : 400 000 euros à Opalia. 300 000 à Agefos-PME Pays de la Loire, 600 000 à Adefim pays de la Loire et 350 000 à constructys. Et Pôle emploi versera 6 millions d'euros à la Région en 2014 dans le but de financer la formation de 5233 demandeurs d'emploi ligériens à des métiers en tension et de prendre en charge les coûts pédagogiques des formations d'auxiliaires de puériculture, d'aides-soignants et d'ambulanciers. Enfin une étude sur la formation professionnelle en Pays de la Loire sera finalisée en septembre. **Egalité des droits** : La région vient d'attribuer 1.6 millions d'euros au lancement de programmes de rénovation urbaine sur la ville de Nantes. (...) **Education et apprentissage** bénéficient de 29.7 millions d'euros (...) le Lycée de

l'île de Nantes qui ouvrira à la rentrée 2014 a obtenu 700 000 euros (...) une somme de 1.8 millions d'euros sera affectée aux 41 organismes gestionnaires de CFA des pays de la Loire. Et 16.5 millions seront versés aux 16 000 employeurs d'apprentis.

#### Les PME nantaises s'affirment sur les marchés internationaux (La Tribune 2609/2014)

Manitou, Gruau, Sodebo, Tipiak, groupe Lacroix... Avec un tiers des ETI françaises implantées sur son territoire, la région des Pays de la Loire offre un tissu industriel dense et diversifié.

La Région des Pays de la Loire concentre 1.500 ETI (entreprises de taille intermédiaire). « Ce sont elles qui investissent et recrutent ! », répète-t-on. « Mais, si l'on connaît les entreprises du CAC 40, on méconnaît les ETI », observe H. Boisredon, PDG du groupe Armor, leader mondial de la technologie de transfert thermique... basé à Nantes. Si le territoire ligérien se caractérise par une forte densité d'ETI, seul un tiers d'entre elles ont leur siège social en Pays de la Loire. Bpifrance en dénombre officiellement 219. La plupart se situent en Mayenne et en Vendée. Fruit d'un certain capitalisme familial qui a permis à des PME « de prendre le temps de devenir de belles ETI ». À l'image de Manitou, Gruau, Sodebo, Tipiak... Par crainte de perdre leur indépendance décisionnelle ou de devoir faire face au départ de fonds d'investissement, nombre d'entre elles apparaissent, cependant, sous-capitalisées pour véritablement rayonner à l'international. Or, l'export est à la fois un maillon faible de la région, classée au dixième rang national, et un terrain de jeux propice à la croissance dans une Europe où

les coûts de fabrication restent élevés. « La taille d'une ETI lui donne une crédibilité pour prendre des affaires plus globales, sortir du rôle de sous-traitant, mais aussi de pouvoir embarquer des sociétés plus petites et créer des filières qui profitent à tout le territoire », explique P. Cheppe, président d'Europe Technologies en passe de devenir une ETI. **Le conseil régional vient en aide aux PME.** Faute de pouvoir intervenir directement auprès des ETI en raison du cadre réglementaire européen, le Conseil régional accompagne les PME à travers divers dispositifs comme le programme de réindustrialisation P2RI (prêt régional de redéploiement industriel), ou de façon plus transversale en soutenant l'innovation et les filières. « Nous intervenons à travers six filières cibles hyperstratégiques comme les EMR (énergies marines renouvelables), l'électronique professionnelle, les technologies avancées de production... », dit D. Caille, directeur général délégué de l'agence régionale Pays de la Loire-Territoires d'innovation (...)

#### Loire-Atlantique. Aéronautique : l'emploi, c'est pas automatique. (Ouest France 03/10/2014)

Le quatrième salon de l'emploi, 100 % aéronautique, organisé par le groupe Synergie, attire les foules. Pas étonnant. La filière est riche en promesses, dix années de boulot assuré pour Airbus, alors qu'ailleurs, les menaces plombent les appétits. « On sera bientôt licenciés, alors on vient voir ce que l'aéro propose. » Les trois hommes, CV fraîchement imprimé sous le bras, sont des futurs ex-ouvriers de la Seita, l'usine de tabac de Carquefou qui fermera dans

quelques mois. « J'ai un bac pro maintenance. Je voudrais retravailler le plus vite possible. » Son collègue souhaite, lui, reprendre des études et ne surtout pas « retourner dans l'agroalimentaire ». C'est toute l'ambiguïté de ce secteur, où l'offre n'épouse pas parfaitement la demande. L'aéro recrute à tout va, les entreprises disent avoir du mal à trouver une main-d'oeuvre qualifiée. En face, les collectivités, l'État, les agences d'Intérim mettent en place des formations en rafale. Pourtant, à la sortie, tout le monde ne trouve pas du travail. Les sous-traitants doivent faire face à des carnets de commandes bien dodus. « Mais avec des exigences de qualité et de délais. On ne peut pas prendre le risque d'employer quelqu'un qui a trois semaines de stage », explique Charles Andizian, chargé de développement chez AAA qui, en 2013, a embauché 400 personnes (CDI et CDD) en France. Michel Hamon, chargé de formation conseil à la Joliverie, en sait quelque chose. « Le métier d'usineur est en tension. Pourtant, ceux qui ont un bac pro ne trouveront pas forcément. Un bon usineur, aujourd'hui, c'est cinq ans d'études. Et l'entreprise cherche de plus en plus de techniciens supérieurs. » (...)

### Actus locales : Les projets - Les secteurs qui recrutent

**Nantes Label French Tech : "L'écosystème numérique mobilisé" (Presse Océan 05/08/2014)**

Le label French Tech va-t-il aboutir ? Le gouvernement débloquera-t-il les fonds annoncés ? Les Nantais, très impliqués, défendent leur dossier (...) Francky Trichet, chercheur, adjoint au maire de Nantes chargé du numérique : « Le calendrier a glissé. Nous espérions une labellisation cet été. La réponse sera plutôt pour octobre. Nous étions parmi les premiers à déposer notre dossier au printemps et allons le compléter d'ici fin août. » Le gouvernement pourrait-il renoncer à débloquer les fonds de 15 millions d'euros qu'il avait annoncé ?

« Ce serait une erreur stratégique. Attention à ne pas casser la dynamique « French Tech », qui s'est enclenchée dans les métropoles, et créer de la frustration. Ces 15 millions d'euros doivent accompagner la promotion du numérique français à l'international. C'est une petite pièce à mettre dans le juke-box pour pouvoir jouer la symphonie et décrocher le jackpot. » (...) Quels sont les atouts nantais ? « la diversité de son écosystème : son tissu de startups, le réseau Atlantic 2.0, ADN Ouest, Atlanpole, le quartier de la création, l'enseignement supérieur et la recherche, les arts numériques... Nous avons une forte proportion de créateurs et de grands groupes : Airbus, Capgemini, BNP, Orange... » Quels sont vos objectifs ? « créer 5000 emplois d'ici la fin du mandat et 10 000 à l'horizon 2025 (...).

**Le sénior actif à de l'avenir. Jean-Yves l'Anton, délégué de l'ASSPRO (Réseau solidaire gratuit pour l'emploi Quadras et Quinquas+), délivre un message d'espoir. (Presse Océan 02/07/2014)**

Ici comme ailleurs, les séniors actifs (+ 45 ans) sont très touchés par le chômage. Mais tout n'est pas « foutu » (...) les séniors ont de nombreux atouts : expériences, compétences, recul (...) Bien entendu, on peut s'appuyer sur Pôle emploi pour trouver un nouveau travail... Mais bon, après des mois et des mois de recherches où l'angoisse de l'avenir arrive à miner les certitudes, beaucoup comprennent qu'il faut « se prendre en main » et explorer d'autres champs, de la création d'activité en passant par la formation. Car il existe des solutions peu classiques, parfois improbables ou originales, qui permettent de se refaire une vie professionnelle. C'est Brigitte qui, à 55 ans fait une formation professionnelle : elle va devenir gestionnaire de paie, un métier qui recrute. C'est Xavier, qui avait peur de créer son entreprise à plus de 50 ans et qui rejoint une coopérative d'activité et d'emploi ». Il a pu tester son emploi d'ébéniste et réalise des meubles pour personnes handicapées. Il est salarié de la coopérative (...)

**Emploi. La métropole nantaise résiste grâce au tertiaire (Le journal des entreprises 09/2014)**

À l'image des quatorze grandes métropoles françaises, la métropole nantaise a mieux résisté que les autres aires urbaines régionales à la crise économique amorcée en 2008. (l'Insee Pays de la Loire). La tertiarisation marquée de ses activités a constitué un atout majeur face à une crise qui a touché l'industrie de plein fouet. Le secteur « commerce, transports, services » représente ainsi 50,3 % des emplois à Nantes contre 41,7 % en moyenne régionale, l'aire urbaine de Nantes regroupant un tiers des emplois régionaux du secteur. Grâce à ses activités de services à forte valeur ajoutée, Nantes est, en termes d'emplois, une des villes françaises les plus dynamiques derrière Montpellier et Toulouse. Entre 2006 et 2011, l'emploi total y a progressé de 7,3 % (+ 27.000 emplois pour 402.000 emplois en 2011). **Forté qualification des actifs.** La concentration accrue des emplois dans la métropole nantaise se conjugue à une croissance de la population active et à une hausse de la qualification de celle-ci, rempart important contre le chômage (...)

**9ème édition PLACE À L'EMPLOI 6 et 7 novembre 2014 Le grand rendez-vous régional et métropolitain de l'emploi. Le secteur du Numérique sera à l'honneur.**

Geek ou informatique, les métiers du numérique vous attirent ? Venez-vous renseigner sur le Pôle Numérique du forum et rencontrer des entreprises qui recrutent ! Le secteur du numérique, c'est environ 40 000 emplois sur les Pays de la Loire, de réelles perspectives d'avenir ! Quel que soit votre niveau d'études et d'expériences, Place à l'emploi 2014, c'est pour vous l'opportunité de faire valoir votre talent et votre détermination pour intégrer la filière numérique !

**Le Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Pays de la Loire**

(sigle COREPEM) a lancé sur 2 ans en partenariat avec l'Université de Nantes et la Délégation à la Mer et au Littoral de la Vendée (financement Etat - DREAL - et Région - SMIDAP), une étude socioéconomique régionale sur le renouvellement des générations de marins pêcheurs en Pays de la Loire, pour caractériser les besoins d'emploi à court à moyen terme et identifier les freins à l'embauche.

Parallèlement, le COREPEM a amorcé une réflexion sur la promotion des métiers de la pêche avec l'appui conseil de la Maison de l'Emploi de la métropole nantaise.

Interlocuteur COREPEM : Didier GARREC  
02.51.96.15.67 didier.garrec@corepem.fr